

LIZBETH CULLITY, NOUVELLE REPRÉSENTANTE SPÉCIALE
ADJOINTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU EN RCA



MINUSCA ACTION

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | #73 | DU 01 AU 31 JANVIER 2020



LES PRIORITÉS DE LA MINUSCA POUR 2020



MINUSCA



UN_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG



Fille - père - farine - feu	10
facile - fort - ficelle - garage	20
gardien - garçon - gomme	30
girafe - gorge - pagne - congne	40
feuille - travaille - nymphe	50
	60
	70
	80
	90
	100
	110
	200
	300
	45

La Radio Guira 93.3 FM, Les ondes de la paix



**Guira FM diffuse quotidiennement des informations
et des émissions sur divers sujets d'actualité
en Français et en Sango.**



SOMMAIRE



- 4 - LES PRIORITES DE LA MINUSCA POUR 2020
- 5 - LE NOUVEAU MANDAT EXPLIQUE AUX JOURNALISTES
- 6 - L'AUTORITE DE L'ETAT SE RETABLIT DANS LE 3^{ème} ARRONDISSEMENT DE BANGUI
- 7 - COHESION ET AUTONOMISATION POUR LES JEUNES ET FEMMES DE NDELE
- 8 - BREVES
- 9 - LE CHEF DE LA MINUSCA SALUE LE PORTUGAL POUR « SON PRECIEUX ENGAGEMENT »
- 10 - AMPLIFIER L'ACCES AU RESEAU MOBILE POUR LES POPULATIONS
- 11 - METTRE FIN AUX VIOLENCES POUR CONSTRUIRE LA PAIX A BRIA
- 12 - PROMOUVOIR LA CULTURE DE LA PAIX CHEZ LES JEUNES ET LES ENFANTS
- 13 - LA PRISON CENTRALE DE BAMBARI REMISE A NEUF
- 14 - A NDELE, LES FEMMES LEADERS SE PREPARENT AUX ELECTIONS
- 15 - LE CONTINGENT ZAMBIEN INTENSIFIE SON ACTION A BIRAO
- 16 - LIZBETH CULLITY, NOUVELLE REPRESENTANTE SPECIALE ADJOINTE DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU EN RCA
- 17 - UN PAS VERS L'OPERATIONNALISATION DE LA JUSTICE TRANSITIONNELLE
- 18 - VULGARISER LA STRATEGIE NATIONALE DE REINTEGRATION SOCIALE DES DETENUS
- 19 - LES FACAs DE KAGA-BANDORO FORMES AUX PREMIERS SOINS
- 20 - DANIEL SIDIKI TRAORÉ, DU BURKINA FASO, NOUVEAU COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUSCA
- 22 - GALERIE PHOTOS DES ACTIONS PHARES DU MOIS

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE

RÉDACTIONNELLE

Abou Seidou,
Deubalbet Wewaye,
Ghislaine Atta

PHOTOGRAPHIE

Herve Serefo,
Leonel Grothe

MISE EN PAGE

Francis
Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Dany Balepe

PRODUCTION

Division de
Communication
Stratégique et
d'Information
Publique MINUSCA

MINUSCA en action

#73 - DU 01 AU 31
JANVIER 2020

LES PRIORITES DE LA MINUSCA POUR 2020

La consolidation de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), le processus électoral ainsi que la protection des civils font partie des principaux défis de la MINUSCA en 2020 tels que recommandés par son nouveau mandat.



La signature de l'APPR-RCA qui est à mettre au titre des acquis de l'année 2019, est à juste titre, qualifiée par le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres d'« étape importante sur la voie d'une solution politique durable » en RCA. Si le Gouvernement est invité par le Conseil de sécurité à renforcer l'appropriation nationale de l'APPR et à mener une entreprise de réconciliation nationale inclusive et authentique, la MINUSCA elle, a pour impératif, en ce qui concerne l'APPR-RCA, de faire en sorte que soient établies des mesures, y compris des sanctions, contre ceux qui le violent, et que des enquêtes soient menées sur les réseaux criminels et les groupes armés transnationaux.

Pour des élections inclusives, libres, régulières, transparentes, crédibles, et pacifiques en 2020 et 2021, la Résolution 2499 (2019) donne à la MINUSCA le mandat d'œuvrer à une inclusivité plus grande des partis politiques, de la société civile, des jeunes, des femmes, et des organisations religieuses, entre autres. Le rôle de la Mis-

sion pour les échéances électorales, consistera également en un appui en matière de sécurité, un soutien opérationnel, logistique et technique et de coordination de l'assistance électorale internationale. La communication stratégique de la MINUSCA ne devra plus donc seulement porter uniquement sur la présentation de son mandat, la stratégie de protection des civils et les bonnes relations entre acteurs internes et externes, mais elle prendra aussi en compte l'Accord de paix et les élections.

La protection des civils, de tout temps un des principaux piliers de l'action de la MINUSCA est renforcée en 2020 avec une place importante accordée à la coopération civilo-militaire, y compris la planification conjointe. La Mission continuera d'opérer de manière globale et intégrée, notamment en anticipant, dissuadant et empêchant tous les groupes armés signataires ou non de l'APPR-RCA, ainsi que toutes les milices locales, de commettre des violences contre la population. Elle engagera, enfin, des initiatives de médiation locale afin d'empêcher l'intensification de la violence intercommunautaire. ■



LE NOUVEAU MANDAT EXPLIQUE AUX JOURNALISTES

Ils sont 35 journalistes, représentant une trentaine de médias, à avoir pris part, le 23 janvier, à l'atelier d'échanges sur le nouveau mandat la MINUSCA organisé par la Mission à son Quartier général à Bangui.

«
«
Aujourd'hui, comme à chaque adoption d'une nouvelle résolution concernant la MINUSCA, nous avons jugé bon de vous réunir ici pour échanger avec vous sur les axes importants de ce nouveau mandat. Cet échange avec les acteurs de la presse et de la communication centrafricains avait eu lieu début décembre pour présenter la résolution 2499 », a introduit le directeur de la Division de l'Information publique et de la communication de la Mission, Charles Antoine Bambara, qui présidait l'ouverture de la session d'information en compagnie de représentants des divisions de l'Information publique et de la communication, des Affaires

politiques, de la composante Police, de la Force de la MINUSCA.

Les professionnels des médias (télévision, radio, presse écrite et en ligne) ont été éclairés sur les axes principaux de la résolution 2499, les activités de la MINUSCA, les élections de 2020-2021, ainsi que l'Accord Politique pour la Paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). L'objectif étant « d'aider les populations à mieux comprendre le mandat et les activités de la MINUSCA, l'Accord de paix et le processus électoral, afin d'instaurer des relations de confiance avec elles », pour une meilleure adhésion et un plein accompagnement, comme l'a souligné Charles Antoine Bambara. ■

L'AUTORITE DE L'ETAT SE RETABLIT DANS LE 3^{ème} ARRONDISSEMENT DE BANGUI



Dans la continuité des actions de restauration de l'autorité de l'Etat dans le 3^{ème} arrondissement de Bangui, 45 Forces de sécurité intérieure (15 policiers, 15 gendarmes et autant d'éléments de la police municipale) ont officiellement rejoint, le 10 janvier 2020, les équipes de la MINUSCA dans le cadre de la reprise des patrouilles mixtes dans ledit arrondissement. C'était lors d'une rencontre au commissariat de PK5 avec les autorités locales et leaders communautaires, présidée par le ministre de la Sécurité publique, le Général Henri Wanzet Linguissara, en présence du chef de la composante Police de la Minusca, le Général Pascal Champion.

« Ces FSI ont reçu des consignes fermes. Nous allons travailler en colocation avec la MINUSCA. Que cela soit clair. C'est l'un des engagements du ministre que je suis », a déclaré le patron de la sécurité publique centrafricaine, se désignant, par ailleurs, comme le « commissaire du PK5 ». Il s'agira donc pour les équipes mixtes de sillonner via des patrouilles pédestres en majorité, toute l'étendue de l'arrondissement, en mettant l'accent sur le contact avec les populations, a expliqué le coordonnateur du pro-

gramme communautaire de la composante Police de la MINUSCA, Ali Hassan Kahin.

L'effectivité des patrouilles sur tout le territoire communal a été saluée par tous les habitants. Cependant, la présence à certains endroits de membres d'anciens groupes d'autodéfense délogés de leurs 13 bases, en inquiète plus d'un. C'est du moins ce qu'ont rapporté les leaders communautaires de PK5 lors d'une discussion avec la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies et Coordinatrice humanitaire, Denise Brown. Pour pacifier les esprits et les cœurs, ils ont unanimement recommandé l'organisation d'une campagne de sensibilisation multiforme. L'objectif étant de rappeler que « la paix ne se négociera plus », car « l'autorité de l'Etat doit s'imposer. »

Les habitants de PK5 ont également appelé le gouvernement à rétablir l'égalité de traitement entre tous les arrondissements de la capitale centrafricaine. Car, estime le coordonnateur du comité local de paix et de réconciliation (CLPR), Moussa Hassabarassoul, « PK5 ne doit plus être une exception. » ■



COHESION ET AUTONOMISATION POUR LES JEUNES ET FEMMES DE NDELE

Vandalisés lors des crises successives survenues dans le pays la Maison des jeunes et le Centre de la promotion de la femme de Ndélé, ont été entièrement réhabilités grâce à deux projets soutenus par la MINUSCA et ses partenaires. Le 10 janvier, lesdites infrastructures ont été inaugurées.

Financée conjointement par la Coopération italienne et la MINUSCA et mise en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la maison des jeunes a été construite grâce au projet dit de sensibilisation dans les communautés à haut risque de Ndélé. Les jeunes, à l'image de Régis Kété se disent content d'avoir enfin leur propre espace. « Cette maison nous servira de cadre de rencontre et d'échange entre tous les jeunes de la préfecture. Elle va nous permettre de promouvoir la cohabitation pacifique et la cohésion sociale », déclare le jeune homme.

Le centre de la promotion de la femme a, quant à lui, été entièrement réhabilité grâce au projet à impact rapide de la MINUSCA.

Cette maison nous servira de cadre de rencontre et d'échange entre tous les jeunes de la préfecture. Elle va nous permettre de promouvoir la cohabitation pacifique et la cohésion sociale.

Pour la présidente de l'antenne local de l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA), Martine Fandoma, les femmes vont pouvoir enfin renouer avec la promotion de leurs activités. « Nous avons initié plein d'activités qui ont trait à l'autonomisation des femmes, le dialogue, etc. Nous allons nous mettre au travail car nous avons désormais notre espace à nous », s'est-elle réjouie.

Les deux infrastructures ont été respectivement équipés de kits de fonctionnement, notamment un groupe électrogène, des panneaux solaires, une salle d'informatique et une salle spectacle. Le cout global des deux bâtiments s'élève à environ 12.900.000 francs CFA. ■

BREVES

Avec des images d'illustration

■ A Birao, la MINUSCA et le Comité de la jeunesse ont convenu de redynamiser les 32 cellules de jeunes qui avaient cessé de fonctionner depuis l'affrontement entre le FPRC et le MLCJ en novembre 2019. Ainsi, lors d'une réunion organisée le 3 janvier, les deux entités ont décidé de la mise en place de projets de jardinage, d'élevage et des sessions de sensibilisation à la cohésion sociale, ainsi que deux sessions de formation pour les jeunes.



■ Lors d'une patrouille, le 3 janvier 2020, dans le village de Pounessara (18Km de Bambari, axe Ippy), la population locale s'est plainte aux observateurs militaires de la MINUSCA de la restriction de mouvement imposée par les éléments de l'UPC. Le chef du village a sollicité l'intervention de la Mission, dénonçant l'érection de barrières illégales ainsi que le rançonnement des cyclistes et motocyclistes. Au cours de l'échange, les villageois ont également exprimé leurs préoccupations concernant les éleveurs armés dont les bœufs endommagent les champs.



■ 31 chefs de groupes armés dont 3 femmes ont pris part, le 3 janvier, à un atelier organisé par le comité local de paix et de réconciliation (CLPR) de Bria, sur le thème de l'évaluation de l'application des mesures de confiance signées par six groupes armés (FPRC, MLCJ, MPC, RPRC, UPC et Anti-Balaka) le 09 avril 2019. A l'issue de cette session soutenue par la MINUSCA, les participants ont reconnu que les mesures avaient contribué à la restauration de la cohésion sociale, au démantèlement des barrières illégales et au déploiement des FACA. Ils ont, entre autres, recommandé



l'organisation un dialogue direct entre ex-Seleka et Anti-balaka, ainsi que l'engagement du CLPR comme médiateur.

■ Le 6 janvier, les assistants de liaison communautaire de Rafai, les observateurs militaires et des éléments du contingent marocain ont effectué une patrouille conjointe dans la commune de Selim (35 km à l'ouest de Rafai, axe de Bangassou) pour surveiller la situation sécuritaire. Si les villageois n'ont pas signalé d'incidents majeurs, ils ont chaleureusement remercié la MINUSCA d'avoir facilité la construction de quatre points d'approvisionnement en eau potable.



■ 98 villageois dont 56 femmes, toutes communautés confondues, du village de Boungou 1 (situé à 29 km de Bria) ont été sensibilisés à la cohésion sociale, à la culture du pardon et de la paix lors d'une campagne organisée le 6 janvier, par la MINUSCA et le comité local de paix et de réconciliation. Edifiés par la session, les participants ont profité de l'occasion pour solliciter l'organisation d'un renforcement de leurs capacités sur la gestion des rumeurs. ■



LE SAVIEZ-VOUS ?

Engagée dans l'amélioration de l'environnement sécuritaire et la protection des civils, la MINUSCA a mis en place 24 groupes de discussions et des sessions de formation sur l'analyse des risques, y compris la réponse aux menaces et la vulnérabilité de la communauté, pour 720 membres de la communauté, dont 350 femmes, afin de renforcer la participation communautaire aux mécanismes d'alerte précoce. ■

A la suite de l'assassinat par le groupe armé Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC) d'un membre des Forces armées centrafricaines (FACA) à Alindao dans la Basse Kotto, le 9 janvier 2020, la MINUSCA a mis en garde ce groupe armé contre les violations répétées de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). Dès le déclenchement des incidents, la MINUSCA, tout en assurant la protection d'environ 200 personnes réfugiées dans son camp sous les tirs de l'UPC, a immédiatement dépêché des casques bleus des unités gabonaises et népalaises pour s'interposer entre les parties et protéger les personnes déplacées au niveau des camps de la ville, tandis que des membres du mécanisme de coordination de sécurité, dont font notamment partie les autorités locales, ont rencontré les deux camps pour faire cesser les tirs. Les soldats de la paix ont pu venir à bout de l'incendie qui s'était déclaré dans le camp de déplacés. La MINUSCA a également envoyé des troupes additionnelles depuis Bambari pour renforcer ses positions à Alindao. En outre, une équipe de police technique et scientifique et des enquêteurs, ainsi que des membres des sections Justice et Affaires pénitentiaires et Droits de l'Homme de la MINUSCA sont attendus dans la localité pour la prise en charge du volet judiciaire. ■



LE CHEF DE LA MINUSCA SALUE LE PORTUGAL POUR «SON PRÉCIEUX ENGAGEMENT»

En visite de travail au Portugal à l'invitation du Ministère de la Défense dudit pays, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a pris part, le 14 janvier, au séminaire de l'Institut de la Défense nationale, au cours duquel il s'est exprimé sur l'évolution de la situation en République centrafricaine ainsi que les enjeux auxquels le pays et la MINUSCA seront confrontés au cours de cette année électorale de 2020. « La coopération entre tous les partenaires engagés en RCA est le terreau qui permettra d'optimiser nos efforts en soutien aux institutions et à l'Etat de droit », a indiqué le Représentant spécial, félicitant le Portugal pour « son précieux engagement ». En effet, fort de 180 éléments qui composent la Force de Réaction Rapide de la Mission depuis février 2017, ce contingent est intervenu sur plusieurs fronts pour sécuriser et protéger les populations civiles, et faciliter l'aide humanitaire en faveur de milliers de personnes déplacées internes.

Le Chef de la MINUSCA a aussi évoqué la résolution 2499, soulignant qu'elle maintient et renforce l'objectif stratégique de la MINUSCA qui est « d'aider à créer les conditions politiques, les conditions sécuritaires et celles institutionnelles qui permettent de réduire durablement la présence des groupes armés et la menace qu'ils représentent. » ■

AMPLIFIER L'ACCES AU RESEAU MOBILE POUR LES POPULATIONS

Avec une image d'illustration



Depuis 1990, plusieurs compagnies de téléphonie mobile fournissent des services en République centrafricaine. Toutefois, leurs infrastructures ne se concentrent qu'à la capitale. Au-delà de Bangui, le service téléphonique est limité à la voix et le service de données est inexistant.

Cela s'explique par les difficultés que rencontrent les fournisseurs de services de téléphonie mobile dans ces régions, comme le manque d'installations de transport efficaces, le manque de fiabilité du service d'électricité et la fragilité de la situation en matière de sécurité.

Cette situation a incité La MINUSCA à répondre aux besoins en infrastructures de communication du pays tout en répondant aux besoins de son personnel. Ainsi, afin de renforcer la connectivité mobile locale 2/3G, la MINUSCA s'est associée à des fournisseurs de services mobiles lo-

caux, leur permettant d'utiliser les tours et le réseau de la MINUSCA pour améliorer la connectivité 2/3G dans les camps de la mission et les villes environnantes.

Cette initiative améliore non seulement la capacité de la Mission à communiquer avec ses bureaux sur le terrain, mais aussi profite à la population locale qui voit ainsi résolus les nombreux problèmes d'accès aux services de téléphonie mobile.

"La MINUSCA contribue de manière substantielle et tangible au relèvement de la République centrafricaine. Dans le même temps, elle assure le soutien nécessaire à la fourniture de connectivité mobile à son personnel et à ses troupes sur le terrain", s'est pour sa part réjoui le directeur des services d'appui à la Mission, Milan Trojanović.

À ce jour, la MINUSCA a facilité la finalisation des installations de réseaux 2/3G dans trois des onze localités où elle dispose d'installations. D'autres aménagements de réseau sont prévus pour les autres sites. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'auteur, en juin 2016, du meurtre du casque bleu sénégalais, le brigadier-chef Racine Dieng, a été condamné, le 7 janvier 2020, à 15 ans de travaux forcés par la Cour d'appel de Bangui.

METTRE FIN AUX VIOLENCES POUR CONS- TRUIRE LA PAIX A BRIA

La Cheffe de cabinet de la MINUSCA, Vivian Van De Perre, était en visite de travail le 10 janvier 2020 à Bria, où elle s'est entretenue avec les autorités administratives locales, les groupes armés, les leaders communautaires et les chefs de blocs du site de déplacés de PK3.

Lors des échanges, Vivian Van De Perre a évoqué le nouveau mandat de la MINUSCA, exhortant toutes les parties à travailler ensemble dans la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR-RCA). « Nous sommes ici pour aider, pour soutenir toutes les initiatives de paix dans le pays Il vous revient, Centrafricains de trouver des solutions contre les violences pour parvenir à la paix », a exhorté la cheffe de cabinet.

Au nom des populations, le Préfet de la Haute Kotto, Thierry Evariste Binguinendji qui s'est félicité des visites régulières du leadership de la MINUSCA à Bria, a promis d'engager tous les acteurs autour de l'APPR-RCA en 2020, afin de « poursuivre le processus de paix qui évolue positivement dans l'ensemble ». Dans le cadre du renforcement de l'autorité de l'Etat, il a sollicité la MINUSCA pour la construction et l'équipement de bureaux pour les fonctionnaires dont la majorité est déjà sur place, mais rencontre des difficultés pour travailler, par manque de locaux. ■



PROMOUVOIR LA CULTURE DE LA PAIX CHEZ LES JEUNES ET LES ENFANTS

« Cette occasion est la bienvenue pour permettre d'expliquer aux jeunes la nécessité de vivre en paix avec les réfugiés qui ont regagné le pays après des années d'exil ». C'est l'avis de Valery Namouisse, responsable d'une association de jeunes du 4ème arrondissement de Bangui et animateur de l'atelier organisé, le 20 janvier, sur le thème du "Dialogue comme moyen de recherche de la paix et de résolution pacifique des conflits" à Baoro



(Nana-Mambere, 392 km de Bangui). La consolidation de la paix, la libre circulation des personnes et des biens, et la non-violence sont les thèmes débattus lors de cette rencontre qui a regroupé 60 personnes, parmi lesquelles les leaders communautaires et de la jeunesse et des autorités locales. Une séance de sensibilisation publique ponctuée d'un match amical de football ont animé l'atelier.

Baoro est la première étape d'une série d'activités organisées dans le cadre de la campagne sur la culture de la paix menée par la MINUSCA. Pour 2020, l'accent est mis sur la culture de la paix et la justice, dans une approche pédagogique participative. Entre autres messages : « Il n'est pas possible de faire justice soi-même. Il faut dénoncer les crimes et abus aux forces de l'ordre, afin que les auteurs soient jugés et punis. »

Du côté de Bossangoa, l'accent a été mis sur les principes fondamentaux du vivre-ensemble, de la tolérance, de la démocratie et du respect des droits de l'Homme, expliqués

Il n'est pas possible de faire justice soi-même. Il faut dénoncer les crimes et abus aux forces de l'ordre, afin que les auteurs soient jugés et punis.

aux enfants dans un langage simple, car les enfants d'aujourd'hui sont les adultes de demain. C'est l'Ecole préfectorale mixte de la ville qui a abrité la séance d'information et de sensibilisation menée, le 15 janvier 2020, avec en toile de fond la culture de la paix et la justice comme meilleurs moyens de régler les différends communautaires. Au terme de l'entretien, les élèves ont pris l'engagement de sensibiliser leurs pairs et leurs parents au rejet de la violence, à la cohabitation pacifique dans leurs communautés respectives. Les autorités scolaires ont souhaité que cette initiative bénéfique aussi bien pour les apprenants que pour les enseignants soit rééditée dans toutes les écoles de Bossangoa, pour une prise de conscience collective. ■

LA PRISON CENTRALE DE BAMBARI REMISE A NEUF



Un pas de plus dans le rétablissement de la chaîne pénale à Bambari : la prison centrale qui figure parmi les infrastructures ayant subi des dommages matériels à la suite des événements tragiques de 2018, a été entièrement réhabilitée, pour près de 24 millions de francs CFA. Au cours d'une cérémonie, le mercredi 15 janvier, le pénitencier remis à neuf a été inauguré en présence du Directeur de cabinet du Ministère de la justice, Stéphane Goana, du Préfet de la Ouaka, Victor Bissekoin, du Spécialiste de l'accès à la justice au PNUD, Ozlem Celebi, et du chef de bureau par intérim de la MINUSCA à Bambari, Danny Clovis Siaka.

Dans le cadre de la politique de la restauration de l'autorité de l'Etat, l'infrastructure carcérale a été entièrement réhabilitée grâce à un projet à impact rapide de la MINUSCA, avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

« La volonté du gouvernement est de tout faire pour avoir des prisons qui répondent

aux normes. La réhabilitation de ce bâtiment est un point positif pour nous », s'est réjoui Stéphane Goana, rejoint par le Procureur de la République à Bambari, Arnaud-Éric Tandjio, dont l'ardent souhait est « de tenir une session criminelle avant la fin de l'année afin de permettre d'évacuer certains dossiers. »

Pour Ozlem Celebi, le PNUD reste disponible à accompagner la RCA dans le renforcement de la chaîne pénale. « Nous soutiendrons l'Etat dans la mise en œuvre de son plan de réouverture progressive des prisons démilitarisées, réhabilitées et aménagées afin qu'elles puissent répondre davantage aux besoins fondamentaux de l'individu et améliorer les conditions de détention », a-t-elle rassuré.

Le chef de bureau par intérim de la MINUSCA à Bambari a, de son côté, conclu en précisant que ces travaux sont importants pour le retour de l'autorité de l'Etat à Bambari, en ce sens que la chaîne pénale constitue une pièce maîtresse du processus. ■

BREVES

■ L'APPR-RCA et les outils d'analyse et de gestion des conflits étaient au centre d'un atelier de renforcement des capacités organisé par la MINUSCA, les 14 et 15 janvier 2020 à Berberati, à l'intention de 56 membres (dont 13 femmes) issus des huit comités locaux de paix et de réconciliation que compte la préfecture de la Mambéré Kadéi. Au cours de la formation, les membres du CLPR se sont penchés sur plusieurs sous-thématiques telles que le retour des réfugiés, la gestion des transhumances transfrontalières et internes et la cohabitation pacifique.

■ Les populations et autorités locales de Gambo ont reçu, le 15 janvier 2020, la visite d'une délégation de la MINUSCA venue de Bangassou, à la suite de l'assassinat d'un jeune par des éléments de l'UPC à Pombolo. Femmes, hommes de Gambo se sont joints à la réunion et ont plaidé pour la mise en œuvre de l'Accord de paix local entre Gambo et Pombolo, la remise à la justice de l'auteur du meurtre, et demandé à l'UPC de quitter Pombolo.

■ Une semaine après les violences du 9 janvier 2020 à Alindao, 40 autorités locales et leaders communautaires de cette localité ont pris part, le 15 janvier, à un atelier sur le thème « rôles et responsabilités des autorités. » Des échanges appréciés par les participants qui se sont engagés à s'impliquer davantage dans la résolution des crises et la promotion de la cohésion sociale dans leurs communautés et lieux d'influence. ■

A NDELE, LES FEMMES LEADERS SE PREPARENT AUX ELECTIONS

Avec une image d'illustration

C'est aux fins d'analyser ensemble le processus électoral en cours et d'examiner les conditions nécessaires pour

la réussite des prochaines élections présidentielles, législatives et locales en RCA, que les femmes leaders et des associations féminines de Ndele se sont réunies, le 17 janvier 2020, en présence du préfet de la Bamingui-Bangoran, Amine El Mahad, du sous-préfet, Célestin Tebefra, du chef du bureau de la MINUSCA Thomas Vaah, et de la représentante du Sultan-Maire Martine Fandoma.

Lors des échanges modérés par la MINUSCA, les 64 participantes ont exprimé leur préoccupation face à la situation sécuritaire actuelle dans le pays. Aussi, pour la réussite du processus électoral, ont-elles recommandé : le désarmement des groupes armés ; le déploiement des FACA et FSI sur l'ensemble du territoire national ; l'intégration des femmes dans les bureaux de vote ; des plateformes de rencontre entre les femmes et les leaders des groupes armés ; le respect de l'APPR par le gouvernement et les groupes armés ; la cessation des hostilités entre les groupes armés. ■



LE CONTINGENT ZAMBIEN INTENSIFIE SON ACTION A BIRAO

Pour juguler la résurgence des violences communautaires à Birao, le contingent zambien de la MINUSCA a intensifié ses patrouilles, depuis le 18 janvier 2020, pour sécuriser et protéger les populations, mais aussi les remettre en confiance. Peu avant, l'autorité locale est descendue sur le terrain pour calmer la tension et prendre des mesures correctives.

Mesures soutenues par la cheffe de bureau régional de la MINUSCA, Irène Kouassi, qui a réaffirmé l'engagement de la Mission à continuer d'assurer la sécurité des personnes déplacées, tout en encourageant les parties au conflit à privilégier la solution du dialogue.

Le 13 janvier, 215 casques bleus du contingent zambien ont fait leur entrée au sein de la MINUSCA pour relever leurs prédécesseurs officiers et soldats après un an de service. La nouvelle troupe a été accueillie, le 18 janvier au quartier général du bataillon à Birao, par le commandant de la ZAM-BATT, le Lieutenant-colonel Teddy Tembo. Ils seront déployés dans les régions de Vakaga, Haute Kotto et une partie de Ouaka. ■



LIZBETH CULLITY, NOUVELLE REPRÉSENTANTE SPÉCIALE ADJOINTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU EN RCA



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a nommé, le 8 Janvier 2020, Mme Lizbeth Cullity, des États-Unis, au poste de Représentante spéciale adjointe et Cheffe adjointe de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Mme Cullity succède à son compatriote, Kenneth Gluck, qui est arrivé au terme de sa mission en décembre 2019. Elle apporte avec elle plus de 25 ans d'expérience à des postes de direction en Afrique, aux Amériques et dans le Pacifique. De 2008 à 2013, elle était Représentante du Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme en Haïti et Cheffe de la Sec-

Mme Lizbeth Cullity apporte avec elle plus de 25 ans d'expérience à des postes de direction en Afrique, aux Amériques et dans le Pacifique.

tion des droits de l'Homme de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), avant de prendre la charge des affaires politiques de la même Mission. De 2013 à 2017 elle a assumé les fonctions de Coordinatrice résidente des Nations Unies et Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Samoa. Plus récemment, elle a assumé la fonction de chef de cabinet de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Lizbeth Cullity a occupé d'autres hautes fonctions en Sierra Leone et en Haïti, y compris celle de Coordinatrice régionale de la Mission civile internationale des Nations Unies et de l'Organisation des États américains (OEA) en Haïti, de 1993 à 2000. ■



UN PAS VERS L'OPERATIONNALISATION DE LA JUSTICE TRANSITIONNELLE

Résultat d'une consultation nationale lancée le 6 juin 2019 dernier, l'avant-projet de loi sur la Commission Vérité, Justice, Réconciliation et Réparation (CVJRR) est le fruit d'un processus voulu par les autorités centrafricaines, visant à préalablement consulter la population, afin de mieux l'inclure dans le mécanisme de justice transitionnelle. Le 22 janvier 2020, c'est une nouvelle page importante qui s'est ouverte avec sa remise officielle au Chef de l'Etat, le Pr Faustin Archange Touadéra, au Palais de la Renaissance, en présence du Président de l'Assemblée nationale, du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et des chefs des missions et corps diplomatiques accrédités, notamment.

Le rapport, très attendu par tout le peuple centrafricain, les Nations Unies, ainsi que la communauté internationale, permettra au gouvernement de tenir compte des aspirations populaires en la matière, notamment celles des victimes des crises qu'a traversées la République centrafricaine, pour entreprendre les étapes administrative et législative devant aboutir à sa mise en œuvre.

Une satisfaction pour le Président de la République qui n'a pas manqué d'exprimer sa satisfaction d'enregistrer une avancée importante sur le chemin d'une justice transitionnelle dont il attend beaucoup. « J'ai voulu marquer ma volonté de concrétiser de manière participative et inclusive, l'une des recommandations fortes du Forum de Bangui », a rappelé le Pr Faustin Archange Touadéra.

Pour sa part, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a souligné que ce document marque une étape cruciale du processus de réconciliation en RCA. « En choisissant d'accoucher la CVJRR par la voie législative, le gouvernement a opté de faire rentrer cette institution dans le cercle fermé de celles bénéficiant de l'onction populaire, à travers les élus du peuple », a-t-il déclaré.

La prochaine étape de ce processus est l'examen et de l'adoption de la loi mettant effectivement en place la CVJRR par l'Assemblée nationale. ■

ILS ONT DIT

« Aujourd'hui, la situation sécuritaire est stable dans la préfecture de la Haute-Kotto, comparativement au passé où l'on enregistrait des tueries de masse, des viols et des arrestations arbitraires par les groupes armés. L'Accord de paix a contribué au déploiement des FACA à Bria. Leurs patrouilles conjointes avec la Force de la MINUSCA ont considérablement amélioré la situation sécuritaire. »

Thierry Evariste Binguinendji, Préfet de la Haute-Kotto



Le 22 janvier 2020, la MINUSCA a facilité un dialogue entre les membres du Comité local de paix et de réconciliation (CLPR) et les chefs de communauté du 4ème arrondissement de Bossangoa. La session a rassemblé 35 chefs dont 15 femmes. Les discussions se sont articulées autour de trois thèmes principaux, à savoir : le dialogue et le pardon, la réconciliation et le retour des personnes déplacées, et la mise en œuvre de l'APPR. Les six membres du CLPR présents se sont relayés pour expliquer la nécessité pour toutes les communautés de se parler et de rechercher le pardon et la réconciliation comme seuls moyens de parvenir à une paix durable à Bossangoa. Cette session est la première d'une série qui amènera le Comité dans les quatre districts de la zone du Conseil de Bossangoa.

VULGARISER LA STRATÉGIE NATIONALE DE RÉINSERTION SOCIALE DES DÉTENUÉS

Un an après le début de la mise en œuvre de la

Stratégie nationale de réinsertion sociale des détenus validée en janvier 2019, la MINUSCA et le Ministère de la justice ont organisé, les 21 et 22 janvier 2020 à Bangui, un atelier sur la vulgarisation de ladite Stratégie, en vue de mieux outiller la trentaine de cadres de départements ministériels, d'institutions internationales et de la société civile, sur la vision du gouvernement relative à l'encadrement des personnes détenues en milieu carcéral centrafricain.

Pour une bonne mise en œuvre de cette vision, il était nécessaire de doter les divers acteurs d'éléments de compréhension analytique et critique de la stratégie nationale de préparation à la réinsertion sociale des personnes détenues en RCA, mais aussi de les préparer à mettre à contribution leurs expériences.

A noter qu'au 22 janvier 2019, l'univers carcéral centrafricain comprenait 1291 détenus dans 12 établissements pénitentiaires, soit 1255 majeurs et 36 mineurs. A ce jour, l'on compte par ailleurs 1062 prévenus, soit 81,4% de la population carcérale, parmi lesquels 1017 hommes et 45 femmes. Les mineurs, au nombre de 36, dont 31 prévenus et 05 condamnés, représentent quant à eux 2,8%.

LES FACA DE KAGA-BANDORO FORMES AUX PREMIERS SOINS

A partir du 23 janvier, et ce pendant huit semaines, des éléments de l'armée centrafricaine (FACA) déployés à Kaga-Bandoro, recevront une formation sur les premiers secours et les soins de base à l'hôpital de niveau II dirigé par le bataillon bangladais de la MINUSCA.

Cette activité qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des militaires centrafricains dans la gestion des blessés et des blessés sur le terrain, consiste à fournir aux soldats des FACA des compétences en matière de premiers secours, d'assistance à toute personne souffrant d'une maladie ou d'une blessure mineure ou grave, de prise en charge pour préserver la vie, d'intervention initiale dans un état grave, de traitement des affections mineures, de gestion des pertes sur le champ de bataille, entre autres.

Cette collaboration en est à sa deuxième édition, la première s'étant tenue en 2019 avec le bataillon précédent. ■

DANIEL SIDIKI TRAORÉ, DU BURKINA FASO, NOUVEAU COMMAN- DANT DE LA FORCE DE LA MINUSCA



Le Général de corps d'armée Daniel Sidiki Traoré (Burkina Faso) a été nommé, le 21 janvier 2020, commandant de la Force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en Centrafrique (MINUSCA).

Le Général de corps d'armée Traoré succède au Général de corps d'armée Balla Keita, du Sénégal, qui achèvera son mandat le 29 février 2020. Le Secrétaire général lui est reconnaissant pour son engagement inlassable, son service inestimable et son leadership efficace.

Occupant actuellement les fonctions de Conseiller militaire du Chef d'état-major de la défense du Burkina Faso, le Général de corps d'armée Traoré a eu une carrière distinguée depuis qu'il a rejoint l'armée du Burkina Faso en 1977. Il possède également une vaste expérience du maintien de la paix, ayant récemment servi comme commandant adjoint de la Force de la MINUSCA, en 2018, et en tant que commandant du secteur ouest au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) de 2014 à 2016. Au préalable, il était commandant de secteur de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) dans l'ouest du Darfour, de 2012-2014. ■

L'

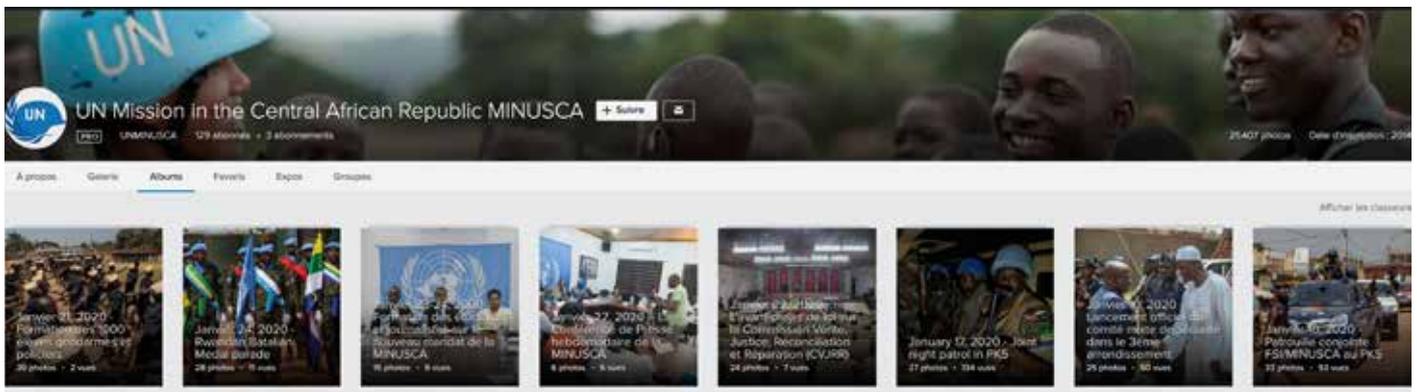
UA, la CEEAC et l'ONU, Garants et Facilitateur de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), se sont réjouis des rencontres tenues à Bangui en janvier 2020 entre le Président de la République centrafricaine (RCA), Faustin Archange Touadéra, et les quatre anciens Chefs d'Etat que sont Michel Djotodia, Catherine Samba-Panza, François Bozizé Yangouvonda, et Alexandre Nguendet. Elles ont salué ce geste du Président Touadéra, relevant de ce fait les efforts déployés par le gouvernement au respect de ses engagements contenus dans APPR, signé à Bangui le 6 février 2019. Elles ont par ailleurs condamné les violences survenues à divers endroits du pays, avant de réitérer leur message fort pour que les élections présidentielles, législatives et locales prévues en 2020 -2021 se tiennent à bonne date et qu'elles soient libres, crédibles, transparentes et pacifiques. ■

A

Bria, le 21 janvier, 15 bénéficiaires (dont 9 femmes) du projet de réduction de la violence communautaire (CVR) ayant opté pour des activités agricoles, viennent de donner la preuve qu'ils ont fait le bon choix. Après quelques semaines de mise en œuvre de leurs activités, ils ont volé au secours de familles vulnérables en leur offrant 150.000 plantules de légumes, tomates, céleri, oignons et laitues issus de la première récolte de leur champ-école (parcelle de démonstration).

Ces bénéficiaires qui ont suivi une formation théorique et pratique en culture maraîchère organisée dans le cadre du CVR, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, constituent un exemple de réussite pour leurs pairs qui traînent encore à leur emboîter les pas.





ACTIONS PHARES DU MOIS

[GALERIE PHOTOS]

<https://www.flickr.com/photos/unminusca/albums/with/72157712754431501>



MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE

Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

UN Photo/Christopher Seaman/Minusca



Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones

www.minusca.unmissions.org

 @minusca.unmissions

 www.flickr.com/photos/unminusca

 UN_MINUSCA

 @UN_CAR

 UN_MINUSCA

 MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

**ENSEMBLE POUR LA PAIX
ET LA RÉCONCILIATION EN RCA**

**SOUTENONS L'ACCORD POLITIQUE DE PAIX ET
DE RÉCONCILIATION**



ACTION
POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX

